

Comment Erdogan infiltre la France...



Article rédigé par *fdesouche.com*, le 09 février 2021

Source [*fdesouche.com*] Plusieurs rapports adressés à l'Élysée par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la Direction du renseignement de la Préfecture de police (DRPP) à la fin du mois d'octobre 2020 – et que le JDD a pu consulter – dévoilent l'ampleur, les formes et les objectifs d'une véritable stratégie d'infiltration impulsée depuis Ankara au moyen de réseaux animés par l'ambassade de Turquie et le MIT, le service d'espionnage turc.

Un avertissement en guise de mot d'accueil. Reçu en visite officielle à Paris, le 5 janvier 2018, le président Recep Tayyip Erdogan avait lancé aux dirigeants du Conseil français du culte musulman (CFCM) cette sentence provocatrice : *“Les musulmans de France sont sous ma protection. Ceux qui vous touchent me touchent.”* [...] Depuis son accession au pouvoir, en 2003, Erdogan jouit d'une forte popularité dans la diaspora, particulièrement en France et dans toute l'Europe du Nord. [...]

Misant sur le long terme, le gouvernement turc a en outre investi dans l'édification d'un réseau d'écoles destiné à éduquer les enfants selon les préceptes de l'AKP, le parti islamiste conservateur fondé et dirigé par Erdogan. *“Le problème est qu'il s'agit de futurs binationaux, précise un expert. Des Français qui sont formés par un État étranger pour être sensible aux thèses islamistes.”* [...]

Enfin, à en croire les services spécialisés, l'entrisme du régime d'Erdogan touche “la vie politique française en s'appuyant sur des candidats binationaux dans les élections locales”. [...] Cette offensive discrète a été détectée surtout en Alsace, géographiquement proche de l'Allemagne, berceau de la communauté turque en Europe, et où le concordat de 1801 s'applique encore (par exception à la loi de 1905 sur la laïcité), offrant des facilités aux organisations religieuses soumises à Ankara.

L'un des rapports que le JDD a pu lire dénonce une immixtion vouée à “influencer les décisions politiques” de certaines collectivités. Selon un autre, *“la DGSI a pu observer la mise en œuvre de stratagèmes visant à présenter des candidats franco-turcs sur le maximum de listes dans une même ville, de façon à ce que le vainqueur ait au moins un colistier turc qui puisse contribuer à défendre les intérêts d'Ankara”*. [...]

[Le JDD](#)